

**CONTRIBUTION AU DEBAT PUBLIC
SUR LA POLITIQUE DES TRANSPORTS
DANS LA VALLEE DU RHONE ET L'ARC LANGUEDOCIEN**

Nom : Grosjean
Prénom : Pierre
Organisme :
Coordonnées : 14 rue A. Berthier.
Lieu : 69110 Ste-Foy-les-Lyon
Date : 24 avril 2006

Objet : contribution au débat public sur :
Politique des transports dans la vallée du Rhône et l'arc languedocien.

En tant que citoyen et responsable d'une association, je m'intéresse au débat public ouvert, je me suis d'ailleurs inscrit pour recevoir divers documents. J'ai assisté le 19 avril au palais des congrès de Lyon à la réunion thématique : transports et contexte énergétique global, pic pétrolier et climat. J'ai vraiment apprécié la qualité des exposés et la maîtrise des débats, qui bien sûr ne permettaient pas de recueillir tous des avis. J'ai préféré élaborer et vous transmettre avec du recul ma contribution.

1-Des constats et des perspectives " monstrueuses ".

Les mots manquent pour qualifier à sa juste mesure la situation dans laquelle nous entrons :

- Une nouvelle révolution énergétique , a dit Jean-Luc Wingert.
Toute la base de développement de notre société, et en particulier les transports, est mise en cause par la fin du pétrole abondant et bon marché, puis du gaz...
- Nous allons vivre en peu de décennies une glaciation à l'envers, a expliqué Mme Mélières.
- Plus 5 °c...

Face à ces constats absolument dominants, il est accablant de constater que des considérations de court terme, que les points de vue de telle ou telle profession...continuent à être développés comme il y a 30 ans, comme si il n'y avait rien de nouveau sous le soleil de notre planète...

Le pire serait de mettre sur le même plan ces données planétaires majeures, et le reste !

2- Des orientations " qui crèvent " les yeux.

Toutes les politiques de la nation devraient être réorientées en fonction de ces deux données :

pénurie des énergies fossiles et dérèglement climatique...

A commencer bien entendu par les transports, qui sont le secteur le plus concerné.

Il est dans ces conditions impératif de stopper toute mesure entrant dans la continuité des 50 dernières, en favorisant le croissance de la mobilité, et les transports routiers.

Doit ainsi être rejeté le plus clairement possible le développement des infrastructures routières ! (C'est de la provocation ?). On a besoin des investissements importants correspondants dans le rééquilibrage modal. **La régulation de la mobilité routière s'impose :**

 Taxe poids lourds comme en Suisse, dont le produit va aux autres modes.

 Péage ou vignette d'agglomération, dont le produit va aux autres modes urbains.

La priorité doit aller là où les gains énergétiques et environnementaux sont massifs :

- développement des modes de transports fluvial, maritime et ferroviaire. Tous ces modes ont des possibilités de développement énormes, notamment sur les axes étudiés.(livre blanc européen)

- progrès technologiques soutenus dans ces modes, les systèmes de gestion...

Les comportements de chacun vont avoir un rôle important : déplacements, consommations...

Une information suivie, cohérente, objective devrait être mise en place, peut-être avec des modalités nouvelles adaptées à l'immense ampleur des crises annoncées... Une mission nationale d'information ?

Pierre Grosjean.